

S1E5 - Budget : la France à la diète

Progresse en français grâce à l'actualité



Comment ça marche ?

Retrouve la transcription complète de l'épisode ci-dessous 😊

Les mots qui apparaissent en bleu sont expliqués dans l'espace abonnés : [Le français de l'actu](#)

Pour retrouver le détail du vocabulaire, des quiz et des activités complémentaires, rendez-vous [ici](#).



Je me présente en quelques mots :

Je suis Marianne, professeure de Français Langue Étrangère, et je propose des **cours particuliers** ([ici](#)) et des **cours collectifs** ([là](#)), pour t'aider à **gagner en confiance et en fluidité** en français.

Si tu te poses des questions sur le meilleur accompagnement pour toi, je répondrai avec plaisir à tes questions [ici](#) : cet **appel de 15 minutes** est **gratuit** et permet de faire connaissance 

Introduction

C'est officiel : la France est **à la diète**.

Le 15 juillet, le Premier ministre François Bayrou a annoncé qu'il fallait **réduire**, qu'il fallait diminuer le budget de l'État de 44 milliards d'euros en 2026.

Alors, comment faire ? Et surtout, pourquoi faudrait-il faire ces économies ?

Aujourd'hui, on va parler de la situation budgétaire de la France en 2025 et des restrictions prévues pour l'année 2026.

Tu n'as pas besoin d'être un ou une économiste pour suivre cet épisode. D'ailleurs, moi-même, je ne suis pas économiste de formation.

L'objectif, c'est simplement de te donner les clés pour suivre cette actualité, qui sera de nouveau **à la une** des médias français à l'automne 2025, au moment de l'examen du budget par l'Assemblée.

Tu découvriras le vocabulaire de base de l'économie et des finances et je te partagerai mes réflexions et mes questionnements sur le sujet du jour.

Après avoir écouté cet épisode, avec une très grande attention bien sûr, tu auras les outils pour réagir à ces questionnements et pour formuler en français ton opinion, qui est peut-être différente de la mienne.

Alors, dans une première partie, on parlera des chiffres du déficit et de la dette publics en France. Je te présenterai les raisons pour lesquelles le gouvernement les trouve trop importants.

Et dans une deuxième partie, je t'exposerai les solutions proposées cette semaine par le gouvernement français pour limiter l'augmentation de la dette publique de la France.

Si tu ne me connais pas encore, je suis Marianne, professeure de français et dans ce podcast, je te présente une actualité en français deux fois par mois.

Télécharge la transcription qui accompagne le podcast, elle est gratuite et elle t'aidera à mieux suivre cet épisode.

Et si tu veux aller plus loin, rends-toi dans le Club du podcast pour découvrir le détail du vocabulaire et des activités de niveau B2/C1. Toutes les infos sur l'abonnement sont dans la description de l'épisode.

Allez, c'est parti !

Le développement

Je suis née dans les années 90 en France, et **d'aussi loin que je me souviens**, depuis mes premiers souvenirs, la **dette** de la France a toujours fait partie du débat public.

La dette de la France, c'est l'ensemble des **déficits** des administrations publiques. On parle ici de l'État central, mais aussi des administrations locales et de sécurité sociale.

Chaque année, il y a une différence entre les **dépenses** de l'État, ce qui est payé, et les **recettes**, ce qui est gagné, par les impôts et les taxes par exemple.

L'État dépense plus qu'il ne gagne, et c'est cette différence qui forme le **déficit**. Pour financer ce déficit, il doit **emprunter** de l'argent sur les marchés financiers.

Quand j'ai entendu, il y a quelques jours, le Premier ministre dire à la télévision : *"Nous sommes un pays en danger...mortel. En danger mortel."* pour parler de la dette publique, je me suis demandée si la situation était différente aujourd'hui.

Est-ce que, comme le dit le Premier ministre, la dette menace la survie de l'État français ? Est-ce qu'il y a une urgence à réduire cette dette ?

C'est vrai que si on regarde les chiffres **de près**, ils sont assez inquiétants. Le déficit public s'élève à 5,8% du **produit intérieur brut** en 2024 et c'est le déficit le plus important de la **zone euro**, c'est-à-dire de l'ensemble des pays dans lesquels la monnaie est l'euro.

Tu vas voir que quand on parle de la dette et du déficit publics, on les met souvent en lien avec le produit intérieur brut, aussi appelé PIB, qui correspond à l'ensemble des richesses produites dans un pays.

Ce déficit élevé contribue bien sûr à faire augmenter la dette. Au premier trimestre 2025, l'**endettement** de l'État a atteint 114% du PIB. 114%. Autrement dit, les richesses

produites sur une année entière en France ne seraient pas suffisantes pour rembourser l'ensemble de la dette.

Alors, comment expliquer cette augmentation des déficits publics et de la dette ? C'est principalement du côté des recettes qu'il faut regarder. Il n'y a pas assez d'argent qui rentre dans les caisses de l'État.

C'est un constat qui te surprend peut-être, parce que la France est connue pour être un pays où les impôts et les taxes sont très élevés.

Mais ces derniers temps, la croissance économique est **en berne**. Elle est faible. Et une croissance plus faible, ça veut dire moins de richesses produites, donc moins de recettes fiscales.

Il y a aussi un autre facteur important : la baisse de la fiscalité des entreprises, la baisse des impôts sur les entreprises qu'on observe depuis quelques années. Cette diminution de la **pression fiscale** faisait partie du programme d'Emmanuel Macron en 2017, puis en 2022.

Donc on a moins de recettes, et des dépenses qui continuent d'être importantes. Par rapport à d'autres pays, en France, l'État est assez présent, avec notamment des dépenses de protection sociale élevées.

Maintenant qu'on a fait ce constat, on n'a toujours pas répondu à la question qui nous intéresse aujourd'hui : cette dette qui augmente, est-ce que c'est grave ? Est-ce que c'est un problème qu'il faut régler ?

Parfois, quand le sujet de la dette est traité dans les médias, on a l'impression que les déficits sont un problème en soi. Si on dépense plus qu'on ne gagne, c'est un problème. Mais c'est une vision assez **simpliste** de la situation. On ne gère pas le budget d'un État comme on gère le budget d'une entreprise ou d'un foyer.

Le sujet de la dette, en réalité, c'est un sujet sur lequel on peut débattre, exposer des visions différentes. On peut se poser ces questions par exemple : à quoi sert la dette ? Qu'est-ce qu'elle permet de financer ? Et à partir de quand est-ce qu'on considère qu'un pays est trop endetté ?

Voyons plus en détail les différents points de vue sur le sujet.

Pour le gouvernement français et plus globalement, pour la droite française, il n'y a pas de doute : la situation actuelle des finances publiques est "intolérable". Elle ne peut pas être acceptée.

L'argument principal est le suivant : on dépense chaque année beaucoup d'argent pour rembourser la dette, c'est-à-dire pour rendre l'argent emprunté sur les marchés financiers. Aujourd'hui, ça correspond à environ 55 milliards d'euros par an.

Et si la dette augmente, il y a un risque que les taux d'intérêt augmentent eux aussi, ce qu'on observe déjà aujourd'hui. Il sera donc de plus en plus difficile, pour l'État, de rembourser ce qu'il a emprunté et de faire de nouveaux emprunts avec des taux avantageux.

Du côté de la gauche française et de certains économistes, on a une vision assez différente. L'économiste François Geerolf, par exemple, estime que le gouvernement dramatise la situation. Pour lui, la France inspire toujours confiance sur les marchés financiers : l'État n'a aucune difficulté à rembourser ses dettes et à faire de nouveaux emprunts.

Dans cette vision, la dette est vue comme une sorte de prétexte. Un prétexte qui permettrait en réalité au gouvernement de faire passer un programme politique précis : celui de réduire la place de l'État, de diminuer les prestations sociales et de favoriser le secteur privé.

Cette semaine, le Premier ministre François Bayrou a donc présenté quelques pistes, quelques solutions pour limiter l'augmentation de la dette publique en France.

Plus précisément, il a présenté ce qu'on appelle une feuille de route budgétaire. Une feuille de route, c'est un plan d'action, qui présente les objectifs et les étapes à suivre pour atteindre ces objectifs. Tu peux utiliser cette expression dans le contexte des politiques publiques, mais aussi dans le cadre de ton travail par exemple.

Cette feuille de route est le résultat de discussions entre le gouvernement et les différents groupes politiques présents au Parlement.

Le Premier ministre François Bayrou l'a présentée mardi, ce mardi 15 juillet, et c'est un format qui n'est pas habituel. Normalement, on discute plutôt du budget à la rentrée, à partir de septembre.

Alors, pourquoi ce calendrier anticipé ? Parce que François Bayrou n'est pas dans une situation politique favorable. Il n'a pas de majorité au Parlement. Pour que son projet de budget soit accepté, il doit donc **préparer le terrain en amont**.

Et cette préparation est **d'autant plus** nécessaire **que** les mesures proposées ne sont pas populaires du tout.

Le gouvernement souhaite réduire le budget de l'État de près de 44 milliards d'euros. En parallèle, le budget des armées augmentera de 6,5 milliards d'euros sur 2 ans.

Le mot "d'**austérité**" n'est pas utilisé par le gouvernement, qui préfère parler "d'effort budgétaire" ou encore de "trajectoire budgétaire responsable".

Mais ce qui est certain, c'est que l'effort demandé aux Français sera très important. On peut aussi dire que l'**addition** sera **salée**. Je t'explique l'origine historique de cette expression dans l'espace abonnés.

Entrons maintenant dans le détail. Concrètement, que propose le gouvernement pour réduire le déficit public ?

Dans un premier temps, il propose de baisser les dépenses publiques, ou en tout cas de ralentir leur augmentation.

L'année 2026 sera ce qu'on appelle une "**année blanche**". C'est une année dans laquelle aucune prestation et aucune pension de retraite n'augmentera par rapport à 2025. On ne tiendra pas compte de l'inflation.

Des efforts seront également attendus dans le domaine de la santé. En 2026, on s'attend à une augmentation des dépenses de santé de 10 milliards d'euros et le gouvernement souhaite réduire cette augmentation de moitié.

Il prévoit par ailleurs de renforcer la lutte contre la fraude aux impôts et aux prestations sociales et de réformer l'**assurance-chômage**, qui permet aux personnes sans emploi de recevoir des indemnités le temps de la recherche d'emploi.

Enfin, un fonctionnaire sur 3 qui part à la retraite ne sera pas remplacé et certaines agences étatiques vont être supprimées.

Dans un second temps, François Bayrou propose quelques mesures, un peu moins nombreuses, pour augmenter les recettes de l'État et la productivité des Français.

Parmi celles-ci, il y a une mesure qui a fait réagir. C'est la suppression de deux jours fériés : le lundi de Pâques et le 8 mai, qui commémore la capitulation de l'Allemagne nazie en 1945.

Une contribution de solidarité sera également demandée aux entreprises et aux **ménages** les plus riches. Pour l'instant, on n'en sait pas beaucoup plus.

Enfin, des amendes seront imposées aux entreprises qui paient leurs partenaires commerciaux en retard et des taxes sur les petits colis seront mises en place pour favoriser le commerce local.

Voilà, donc tu peux le constater, le Premier ministre a donné de grandes orientations, mais il reste encore du travail.

Certaines de ses propositions impliquent de réfléchir à des lois et à des réformes qui devront être discutées et validées par le Parlement.

En attendant, les réactions de la classe politique ne se sont pas fait attendre.

Les partis de gauche estiment qu'on demande trop d'efforts aux personnes les plus vulnérables, notamment les personnes malades, les personnes sans emploi, les retraités, etc., et que les suppressions d'emplois dans la fonction publique sont inacceptables.

Les hommes et femmes politiques du centre et du centre-droit saluent au contraire un moment de courage et de vérité de la part du Premier ministre.

À droite de l'**échiquier politique**, on considère que ce sont les classes moyennes qui vont le plus souffrir de ces économies, et que les mesures proposées manquent de justice et de bon sens. Mais globalement, les réactions à droite n'ont pas été très nombreuses et on peut imaginer que c'est parce qu'ils sont d'accord avec une grande partie de ce programme.

Enfin, l'extrême-droite s'insurge en particulier contre la suppression des jours fériés. **S'insurger**, ça veut dire s'indigner, manifester son désaccord. Ils regrettent également

qu'aucune économie ne soit faite sur les dépenses liées à l'immigration ou sur, je cite, *"la bureaucratie à l'hôpital ou dans l'enseignement"*.

Donc, si je résume, les réactions ont été vives et globalement critiques après le discours de François Bayrou. Et, sans surprise, la gauche et l'extrême-droite prévoient de **censurer le gouvernement** si aucune modification n'est apportée à ce projet de budget avant l'automne.

Car c'est en automne que l'Assemblée examinera ce projet de budget. D'ici là, tu entendras certainement parler de ce sujet dans les médias français. Et j'espère qu'après avoir écouté cet épisode, tu te sens prêt ou prête à suivre cette actualité.

La conclusion

C'est fini pour aujourd'hui, j'espère que cet épisode t'a intéressé(e), même si je sais que c'est un sujet qui peut paraître un peu difficile, surtout dans une langue étrangère.

J'espère que tu as une vision plus claire de ces débats en France et que tu peux aujourd'hui les comparer avec les débats et discussions qui existent dans ton pays, par exemple.

Dans l'espace abonnés, je te propose de m'envoyer un message vocal ou un texte court sur cet épisode, pour que tu puisses partager ton opinion, utiliser le vocabulaire thématique et recevoir une correction personnalisée.

Pour aller plus loin, télécharge la transcription. Elle est gratuite. Et si tu souhaites lire quelques articles, regarde les sources que je te propose en description.

Je te remercie d'écouter ce podcast. Si tu souhaites continuer à l'écouter, n'oublie pas de le noter sur les différentes plateformes.

Je te dis à dans deux semaines pour un nouvel épisode sur l'actualité en français.

À bientôt !